

mémentos

APPRENDRE

UTILE

Jean-Philippe Tricoit

Droit de la Médiation et des Modes amiables de règlement des différends

2^e

Préface de Charles Jarrosson

Cours intégral et synthétique

Jean-Philippe Tricoit

Maître de conférences HDR à l'université de Lille, il est l'auteur de plusieurs ouvrages consacrés aux modes amiables de règlement des différends (médiation, conciliation, transaction, etc.). Il rédige également une chronique annuelle sur cette thématique à la revue de l'arbitrage depuis 2007. Il dirige le diplôme universitaire « Médiation et arbitrage des conflits de l'entreprise ».

Par ailleurs, il assure la codirection de l'Institut des sciences du travail, département de la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'Université de Lille. Enfin, il est membre du jury d'entrée à l'École du barreau pour l'IEJ de Lille depuis plusieurs années.

Suivez-nous sur



www.gualino.fr

Contactez-nous gualino@lextenso.fr



© 2022, Gualino, Lextenso
1, Parvis de La Défense
92044 Paris La Défense Cedex
978-2-297-09119-0
ISSN 2680-073X

mémentos

APPRENDRE

UTILE

Jean-Philippe Tricoit

Droit de la Médiation et des Modes amiables de règlement des différends

2^e

Préface de Charles Jarrosson

Cours intégral et synthétique

mémentos

APPRENDRE

UTILE

- C'est un cours complet et synthétique avec des aides pédagogiques différenciées.
- Il correspond à un enseignement dispensé en Licence et Master.
- Il est entièrement rédigé de manière structurée, claire et accessible.
- Il est à jour de l'actualité la plus récente.

Chez le même éditeur

- Amphi LMD
- Mémentos
- Exos LMD
- Méthodo LMD
- Carrés Rouge
- Annales corrigées et commentées
- Master
- En Poche
- Droit Expert
- Droit en poche
- Petit Lexique
- Hors collection

Préface

Les modes amiables de règlement des différends suscitent, en France, comme dans nombre de pays étrangers et dans l'Union européenne, un intérêt croissant qui n'est pas dû seulement au développement de leur pratique, mais aussi à la fureur législative et réglementaire dont ils font – ou s'apprêtent à faire – l'objet. Pour ne s'en tenir qu'au mode amiable par excellence de règlement des litiges, la médiation, on doit relever que le droit français de la médiation – des médiations faudrait-il dire – est à ce point émietté et évolutif qu'il faut un courage certain pour se lancer dans cette entreprise qui consiste à vouloir présenter l'ensemble de la matière. C'est pourtant à une tâche plus écrasante encore que Monsieur Jean-Philippe Tricoit s'est attelé, car il ne s'est pas limité aux médiations, mais a souhaité embrasser également les modes amiables de règlement des différends, avec une patience et un souci de l'exhaustivité qui forcent l'admiration.

En introduction, l'auteur relève à la fois l'engouement pour la médiation et les modes amiables de règlement des différends et l'égarement relativement aux concepts employés. Il souligne notamment la multiplicité des textes relatifs aux diverses médiations spécialisées.

Il est vrai qu'un goût effréné pour la médiation a parfois pu conduire certains, fraîchement convertis à ce mode de résolution des litiges, à en voir partout ou à en vouloir en toute occasion. Cela rend d'autant plus nécessaire le travail de clarification des concepts utilisés et que l'on trouve justement dans cette introduction.

L'auteur connaît la médiation depuis de nombreuses années : il a consacré sa thèse de doctorat à la médiation en matière sociale, puis a publié un ouvrage relatif à la médiation judiciaire. Plus largement, il suit de très près l'actualité de l'ensemble des modes amiables de règlement des conflits à

l'occasion de la chronique qu'il tient chaque année dans le premier numéro de la *Revue de l'arbitrage*, et ce depuis 2007.

Ainsi immergé dans cette matière qu'il connaît remarquablement, Monsieur Tricoit nous en donne cette fois un aperçu particulièrement complet. En effet, rien ne lui échappe : ni la médiation judiciaire, ni la médiation conventionnelle, ni la médiation en matière civile, pénale, administrative, communautaire... Il ne se limite pas à la médiation, mais envisage toutes les formes de conciliation (judiciaire, de justice, conventionnelle), ou encore la convention de procédure participative, la justice restaurative, le droit collaboratif...

Les modes amiables de règlement des différends sont analysés sous tous les angles : celui des acteurs : qui en prend l'initiative ? qui les conduit ? mais aussi celui de la chronologie : rédaction de clauses, préalables obligatoires, rédaction et régime des actes constatant l'accord et analyse de l'efficacité de ces accords. On aperçoit que la matière évolue sans cesse sur la ligne de crête qui sépare le domaine conventionnel du domaine juridictionnel. En effet, d'une part, une clause de conciliation peut être rédigée de telle façon qu'elle aura une incidence sur la saisine ultérieure du juge, d'autre part, une fois l'accord conclu, il peut revenir devant le juge homologateur.

Le lecteur se rendra compte de l'extraordinaire diversité, non seulement des modes de règlement, mais de l'esprit qui les anime selon la matière envisagée (familiale, pénale, civile, sociale, administrative) ou selon les modalités de son utilisation (médiation en ligne, action de groupe, procédure collective, ou simples rapports individuels). Cette diversité rend nécessaire le chapitre par lequel s'ouvre cet ouvrage et qui est consacré au « régime commun aux procédés qualifiés de médiation » ce qui fournit l'occasion d'un exposé bienvenu des « principes communs ».

L'utilisation de cet ouvrage est facilitée par un index développé qui permettra au lecteur pressé de trouver l'information recherchée.

L'ouvrage appellera d'autres développements, car la matière est évolutive : certaines médiations spécifiques disparaissent, tandis que d'autres se créent. Les modes amiables de règlement des litiges, surtout en matière conventionnelle, ne constituent pas une catégorie fermée, mais doivent leur dynamisme à l'imagination des praticiens qui créent sur mesure des outils spécifiques aux fins de régler au mieux les litiges particuliers que leur activité secrète.

Autant dire que cette première édition sera certainement suivie d'autres. En attendant, les lecteurs de celle-ci trouveront en l'auteur un guide très sûr pour les accompagner dans les sentiers d'une matière passionnante et encore en devenir.

Charles JARROSSON

Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris II)
Directeur du Master 2 Contentieux, arbitrage et MARC

Présentation

La médiation et les modes amiables de règlement des différends sont constitués de règles propres qui forment désormais un droit à part entière.

Cela étant, l'éparpillement et la modernité de ces procédés toujours réinventés rendaient impérative une présentation générale pour en montrer toute la complexité en même temps que toute la diversité.

C'est le but du présent ouvrage : rendre compréhensible un corpus de règles qui tend à devenir aussi important que les dispositions relatives au contentieux. Effectivement, éviter le contentieux est apparu plus pertinent que d'engager le contentieux. Par ailleurs, cette première édition souhaite rendre compte de l'état du droit positif tel qu'il ressort de la tempête des réformes intervenues ces dernières années, entre autres notamment :

- la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle ;
- la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice.

Délaissant la présentation purement académique, le présent ouvrage privilégie la présentation logique des mécanismes de règlement amiable en montrant à la fois leur singularité et la manière dont il peut en être fait usage.

En cela, le présent Mémentos s'adresse aussi bien aux étudiants désireux de compléter leur enseignement en matière de procédure civile que les candidats aux différents examens professionnels et concours ainsi qu'aux praticiens eux-mêmes. Chacun y trouvera ce qu'il y a à savoir sur le droit de la médiation et des modes amiables de règlement des différends.

Plan de cours

P réface	5
P résentation	7
I ntroduction	23
1 Engouement	24
<i>A - Engouement généralisé</i>	24
<i>B - Engouement rationalisé</i>	26
2 Égarement	28
<i>A - Expressions et termes</i>	28
1) Modes alternatifs et modes amiables	28
2) Résolution et règlement	29
3) Litiges, conflits et différends	29
<i>B - Notions</i>	29
3 Fondements	30
<i>A - Droit de l'Union européenne</i>	31
1) Règles générales	31
2) Matières spéciales	32
<i>B - Droit français</i>	33
1) Règles générales	33
2) Règles éparpillées	33

PARTIE 1

Procédés de règlement amiable avec tiers

Chapitre 1 Régime juridique commun aux procédés qualifiés de médiation	39
1 Champ d'application du régime juridique commun	39
<i>A - Cadre</i>	40
<i>B - Conditions</i>	40
1) Conditions pertinentes	40
2) Critères inopérants	42
2 Principes composant le régime juridique commun	43
<i>A - Qualités requises du tiers</i>	43
<i>B - Principe de confidentialité</i>	44
<i>C - Disponibilité des droits</i>	45
3 Médiation en ligne	46
<i>A - Développement de la médiation en ligne</i>	47
<i>B - Fonctionnement de la médiation en ligne</i>	48
Chapitre 2 Préalables à la saisine du juge	51
1 Mentions dans les actes introductifs d'instance	51
<i>A - Assignations et requêtes</i>	52
<i>B - Divorce</i>	54
2 Tentative obligatoire de MARD préalable à la saisine du tribunal judiciaire	54
<i>A - Champ d'application</i>	55
<i>B - Mise en œuvre du règlement amiable</i>	57
Chapitre 3 Procédés réalisés par le juge	59
1 Fonction conciliatrice du juge	59
<i>A - Caractéristiques de la fonction conciliatrice</i>	59
1) Caractère général de la fonction conciliatrice	60
2) Caractère exclusif de la fonction conciliatrice	60
<i>B - Évolutions de la fonction conciliatrice</i>	62
2 Procédures judiciaires de conciliation	63
<i>A - Conciliation devant le tribunal judiciaire</i>	63
1) Conciliation permanente	63
2) Conciliation ponctuelle et circonstanciée	64
<i>B - Conciliation devant le tribunal de commerce</i>	65
<i>C - Conciliation prud'homale</i>	66
1) Organisation du BCO	67

2) Préliminaire de conciliation	68
3) Déroulement de la conciliation	71
4) Résultats de la conciliation prud'homale	72
a) Accord	72
b) Échec de la conciliation prud'homale	73
D - Sécurité sociale	74
E - Saisie des rémunérations	75
F - Tribunal paritaire de baux ruraux	77
G - Règlement amiable devant la CEDH	78

Chapitre 4 Procédés mis en œuvre sous l'égide du juge 81

1 Médiation judiciaire	81
A - Mise en œuvre de la médiation judiciaire	81
1) Modalités de mise en œuvre de la médiation judiciaire	81
a) Champ d'application de la médiation judiciaire	81
b) Conditions d'application	83
2) Acteurs de la médiation judiciaire	84
a) Rôle du juge	84
b) Médiateur judiciaire	87
3) Résultats de la médiation judiciaire	89
4) Particularités de la médiation familiale	90
a) Divorce	90
b) Exercice de l'autorité parentale	91
B - Inscription sur la liste des médiateurs auprès des cours d'appel	93
1) Conditions d'inscription sur la liste	94
a) Conditions d'établissement de la liste	94
b) Conditions requises des personnes	94
c) Conditions de dépôt de la candidature	96
2) Conditions de retrait ou de radiation de la liste	97
3) Contestations	98
2 Conciliation déléguée à un conciliateur de justice	98
A - Organisation de la procédure par le juge	99
B - Mise en œuvre de la procédure par le conciliateur de justice	100
3 Médiation administrative à l'initiative du juge	100
A - Rôle du juge dans la procédure de médiation administrative à l'initiative du juge	102
1) Organisation de la médiation	103
2) Rétribution du médiateur	103
B - Rôle du médiateur dans la procédure de médiation administrative à l'initiative du juge	104
4 Procédures collectives	105
A - Procédure de conciliation du livre VI du Code de commerce	106
1) Déclenchement de la procédure de conciliation du livre VI du Code de commerce	106
a) Conditions de déclenchement	106
b) Désignation du débiteur	107

2) Conséquences de la procédure de conciliation	109
a) <i>Résultats de la conciliation</i>	109
b) <i>Effets de la procédure de conciliation</i>	109
3) Exécution de la procédure de conciliation du livre VI du Code de commerce	110
4) Efficacité de l'accord issu de la conciliation du livre VI du Code de commerce	111
a) <i>Constat</i>	112
b) <i>Homologation</i>	112
<i>B - Règlement amiable agricole</i>	113
1) Déroulement de la procédure de règlement amiable agricole	114
2) Exécution de la procédure de règlement amiable agricole	114
5 Actions de groupe	116
<i>A - Action de groupe en matière judiciaire</i>	116
1) Ouverture de l'action	117
2) Effets de l'engagement d'une action de groupe	117
3) Effets de l'accord	117
<i>B - Action de groupe en matière administrative</i>	118
1) Ouverture de l'action	118
2) Effets de l'engagement de l'action de groupe	119
3) Effets de l'accord	119

Chapitre 5 Procédés conventionnels de règlement amiable 121

1 Médiation conventionnelle	121
<i>A - Régime de droit commun</i>	123
1) Préparation de la médiation conventionnelle	123
a) <i>Médiateur conventionnel</i>	123
b) <i>Rédaction de la clause de médiation</i>	124
2) Mise en œuvre de la médiation conventionnelle	126
a) <i>Suspension des délais de prescription</i>	126
b) <i>Irrecevabilité des demandes en justice</i>	128
<i>B - Médiation des litiges de consommation</i>	133
1) Champ d'application des litiges de consommation	134
a) <i>Champ d'application commun</i>	134
b) <i>Médiation bancaire</i>	135
c) <i>Médiateur de l'Autorité des marchés financiers</i>	135
2) Processus de médiation des litiges de consommation	136
a) <i>Caractéristiques du processus</i>	136
b) <i>Caractéristiques du médiateur de la consommation</i>	138
2 Conciliation menée par un conciliateur de justice	141
<i>A - Statut du conciliateur de justice</i>	141
1) Fonctions	142
a) <i>Nomination aux fonctions de conciliateur de justice</i>	142
b) <i>Cessation des fonctions de conciliateur de justice</i>	142
2) Conditions d'exercice	143

<i>B - Procédure de conciliation menée par un conciliateur de justice</i>	144
3 Médiation administrative à l'initiative des parties	144
Chapitre 6 Procédés institutionnels de règlement amiable	147
1 Institutions ayant le règlement amiable pour objet	147
<i>A - Commission nationale des inventions de salariés</i>	147
<i>B - Médiateur de La Poste</i>	148
<i>C - Médiateur du crédit aux entreprises et médiateur des entreprises</i>	148
<i>D - Procédures de règlement des différends fiscaux</i>	149
1) Commission nationale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires	149
2) Commissions administratives des impôts	150
3) Commission départementale de conciliation	150
4) Autres tiers	151
<i>E - Sécurité sociale</i>	152
2 Institutions ayant le règlement amiable pour moyen	153
<i>A - Harcèlement moral</i>	153
<i>B - Procédures de règlement des conflits collectifs de travail</i>	154
<i>C - CNOSF</i>	155
<i>D - Professions libérales et réglementées</i>	155

PARTIE 2

Procédés de traitement des infractions pénales

Chapitre 7 Médiation pénale	159
1 Recours à la médiation pénale	159
<i>A - Modalités de déclenchement de la médiation pénale</i>	159
<i>B - Médiateur du procureur de la République</i>	161
2 Mise en œuvre de la médiation pénale	162
<i>A - Exécution de la médiation pénale</i>	162
<i>B - Non-exécution de la médiation pénale</i>	162
Chapitre 8 Justice restaurative	163
1 Origines de la justice restaurative	163
2 Application de la justice restaurative en droit français	164

PARTIE 3

Procédures de règlement amiable sans tiers

Chapitre 9	Convention de procédure participative	169
1	Conclusion de la convention	170
	<i>A - Modalités de conclusion</i>	170
	<i>B - Domaine d'application</i>	171
2	Effets de la convention	172
	<i>A - Effets juridictionnels</i>	172
	<i>B - Résultats de la négociation</i>	173
	1) Réussite de la négociation	173
	2) Échec de la négociation	174
Chapitre 10	Droit collaboratif	177
1	Liberté du droit collaboratif	177
2	Imagination du droit collaboratif	178

PARTIE 4

Actes de règlement amiable

Chapitre 11	Accord issu d'un MARD	183
1	Mutisme	183
2	Bavardages	184
	<i>A - Acte de conciliation</i>	184
	<i>B - Accord résultant de la conciliation menée par un conciliateur de justice</i>	184
Chapitre 12	Transaction civile	187
1	Contrat de transaction	187
2	Conditions de la transaction	188
	<i>A - Critères de qualification de la transaction</i>	188
	<i>B - Conditions de validité de la transaction</i>	189
	1) Conditions de fond	189
	<i>a) Conditions de droit commun</i>	189
	<i>b) Concessions réciproques</i>	191
	<i>c) Objet de la transaction</i>	192
	2) Conditions de forme	193
3	Effets de la transaction	194
	<i>A - Effets contractuels</i>	194

1) Effet obligatoire	194
2) Effet relatif	195
<i>B - Effet sur l'instance</i>	195
4 Régimes spéciaux de transaction	197
<i>A - Particularités de la transaction en droit du travail</i>	197
<i>B - Particularités de la transaction en droit de la sécurité sociale</i>	198
<i>C - Particularités de la transaction en droit des assurances</i>	199
<i>D - Particularités de la transaction avec une personne morale de droit public</i>	201
1) Transaction avec l'État	202
2) Transaction avec une commune	203
3) Transaction avec une administration	204

PARTIE 5

Actes négociés en matière pénale

Chapitre 13 Transaction pénale	207
1 Présentation générale de la transaction pénale	207
<i>A - Conditions de validité de la transaction pénale</i>	207
1) Fondement légal	207
2) Objet de la transaction pénale	208
3) Moment de la transaction pénale	209
4) Acceptation de la transaction pénale	209
<i>B - Effets de la transaction pénale</i>	210
1) Effet extinctif à l'égard de l'action publique	210
2) Effet relatif à l'égard des tiers	210
2 Champ de la transaction pénale	211
<i>A - Transaction pénale du maire</i>	212
<i>B - Transaction pénale en matière de discrimination</i>	212
1) Proposition de transaction	213
<i>a) Contenu de la proposition</i>	213
<i>b) Formalisme de la proposition</i>	214
2) Acceptation de la transaction	214
3) Exécution de la transaction	215
<i>C - Transaction pénale de la DGCCRF</i>	216
1) Transactions pénales relatives aux relations commerciales	217
<i>a) Champ d'application</i>	217
<i>b) Mise en œuvre de la procédure de transaction pénale</i>	217
<i>c) Résultats de la procédure</i>	218
2) Transactions pénales relatives aux relations de consommation	218
<i>a) Champ d'application</i>	219
<i>b) Mise en œuvre de la procédure de transaction pénale</i>	219
<i>c) Résultats de la procédure de transaction pénale</i>	219

<i>D - Transaction pénale en matière de travail dissimulé</i>	220
1) Proposition de transaction pénale	221
2) Conséquences de la transaction acceptée	221
<i>E - Transactions fiscales</i>	222
1) Transaction sur demande du contribuable	222
2) Transaction fiscale sur infraction	223
a) Procédures transactionnelles fiscales	223
b) Conséquences de la transaction fiscale	224
<i>F - Procédures négociées en cas de comportements économiques abusifs</i>	224
1) Composition administrative de l'AMF	225
2) Procédures négociées en droit de la concurrence	226
a) Procédures négociées par la Commission européenne	226
b) Procédures négociées de l'Autorité de la concurrence	227
3) Procédures négociées par le ministre chargé de l'économie	229

Chapitre 14 *Convention judiciaire d'intérêt public* 231

1 Conditions de recours à la convention judiciaire d'intérêt public	232
2 Proposition de convention judiciaire d'intérêt public	233
<i>A - Informations relatives à la proposition</i>	233
<i>B - Transmission de la proposition</i>	233
3 Validation de la convention judiciaire d'intérêt public	234
<i>A - Procédure de validation</i>	234
1) Requête en validation de la convention	234
2) Audience de validation	235
<i>B - Résultats de la procédure</i>	235
1) Ordonnance de validation	235
a) Effets de l'ordonnance de validation	235
b) Rétractation	236
2) Rejet de la requête	236
4 Exécution de la convention judiciaire d'intérêt public	237
<i>A - Obligations incombant à la personne morale</i>	237
1) Paiement d'une amende d'intérêt public	237
2) Programme de mise en conformité	238
<i>B - Effets de l'exécution</i>	239
1) Exécution en intégralité de la convention	239
2) Exécution partielle ou inexécution	239

PARTIE 6
Efficacité des actes de règlement amiable

Chapitre 15	Demande d'homologation	245
1	Multiplicité des textes	245
	<i>A - Juridictions judiciaires</i>	245
	<i>B - Juridictions administratives</i>	247
2	Convention de procédure participative	247
	<i>A - Demandes d'homologation intéressant la convention de procédure participative</i>	248
	1) Demande d'homologation de l'accord résultant d'une convention de procédure participative	248
	2) Procédure d'homologation d'un accord partiel et de jugement du différend résiduel	249
	<i>B - Demandes d'homologation d'un accord faisant suite à la procédure de mise en état</i>	250
Chapitre 16	Contrôle du juge homologateur	251
1	Portée du contrôle du juge homologateur	251
	<i>A - Compétence de l'homologation</i>	251
	<i>B - Critères de l'homologation</i>	252
2	Résultat du contrôle du juge homologateur	254
	<i>A - Délivrance de l'homologation</i>	254
	<i>B - Refus de l'homologation</i>	254
3	Particularités devant le juge administratif	255
Chapitre 17	Effet de l'homologation	257
1	Force exécutoire	257
2	Contestation	259
3	Circulation des titres exécutoires	260
I	Index	263
B	Bibliographie	267

Liste des principales abréviations

A.	Arrêté
ACPR	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution
Act.	Actualité(s)
AFA	Agence française anticorruption
AGS	Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés
AJ fam.	Actualité juridique famille
AMF	Autorité des marchés financiers
Ann.	Annexe(s)
ARCEP	Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
Ass.	Assemblée
BCO	Bureau de conciliation et d'orientation
BICC	Bulletin d'information de la Cour de cassation
BOCCRF	Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
BOMJ	Bulletin officiel du ministère de la Justice
Bull. civ.	Bulletin des arrêts des chambres civiles (Cour de cassation)
Bull. civ. ass. plén.	Bulletin des arrêts des chambres civiles – Assemblée plénière (Cour de cassation)
Bull. civ. ch. mixte	Bulletin des arrêts des chambres civiles – Chambre mixte (Cour de cassation)
Bull. crim.	Bulletin des arrêts de la chambre criminelle (Cour de cassation)
Bull. des lois	Bulletin des lois
C. cinéma	Code du cinéma et de l'image animée
C. civ.	Code civil
C. com.	Code de commerce
C. consom.	Code de la consommation
C. défense	Code de la défense
C. éduc.	Code de l'éducation
C. élect.	Code électoral
C. énergie	Code de l'énergie
C. envir.	Code de l'environnement
C. mon. fin.	Code monétaire et financier
C. sport	Code du sport
C. trav.	Code du travail
C. trav. pol.	Code du travail de la Polynésie française
C/	Contre
CA	Cour d'appel
CAA	Cour administrative d'appel
CASF	Code de l'action sociale et des familles
Cass. 1 ^{re} civ.	Cour de cassation, première chambre civile
Cass. 2 ^e civ.	Cour de cassation, deuxième chambre civile
Cass. 3 ^e civ.	Cour de cassation, troisième chambre civile
Cass. ass. plén.	Cour de cassation, assemblée plénière
Cass. ch. mixte	Cour de cassation, chambre mixte
Cass. com.	Cour de cassation, chambre commerciale
Cass. crim.	Cour de cassation, chambre criminelle
Cass. req.	Cour de cassation, chambre des requêtes

Cass. soc.	Cour de cassation, chambre sociale
CCA	Commission des clauses abusives
CCID	Commission communale des impôts directs
CCOGDA	Commission de contrôle des organismes de gestion des droits d'auteur et des droits voisins
CIID	Commission intercommunale des impôts directs
CDAD	Conseil départemental de l'accès au droit
CDAS	Commission départementale d'aide sociale
CDC	Commission départementale de conciliation
CDI	Centre des impôts
CE	Conseil d'État
CEC	Centre européen des consommateurs
CECMC	Commission d'évaluation et de contrôle de la médiation de la consommation
CEDH	Cour européenne des droits de l'Homme
CGCT	Code général des collectivités territoriales
CGI	Code général des impôts
CGSS	Caisse générale de sécurité sociale
Ch.	Chambre
CIDTCA	Commission des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires
C ^{ie}	Compagnie
Circ.	Circulaire
CJA	Code de justice administrative
CJCE	Cour de justice des Communautés européennes
CJIP	Convention judiciaire d'intérêt public
CJM	Code de justice militaire
CJPM	Code de la justice pénale des mineurs
CJUE	Cour de justice de l'Union européenne
CMRA	Commission médicale de recours amiable
CNHJ	Chambre nationale des huissiers de justice
CNI	Commission nationale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires
CNIS	Commission nationale des inventions de salariés
CNOSF	Comité national olympique et sportif français
CNUDCI	Commission des Nations unies pour le droit commercial international
COJ	Code de l'organisation judiciaire
Comm.	Commentaire
Cons. const.	Conseil constitutionnel
Conv. EDH	Convention européenne des droits de l'Homme
CPC	Code de procédure civile
CPC exéc.	Code des procédures civiles d'exécution
CPCE	Code des postes et des communications électroniques
CPI	Code de la propriété intellectuelle
CPP	Code de procédure pénale
CRA	Commission de recours amiable
CRFPA	Centre régional de formation professionnelle d'avocats
CRPA	Code des relations entre le public et l'administration
CSBP	Cahiers sociaux du barreau de Paris
CSE	Comité social et économique
CSP	Code de la santé publique
CSS	Code de la sécurité sociale
D.	Décret
D.	Recueil Dalloz
DDPP	Direction départementale de la protection des populations

DGCCRF	Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI	Direction générale des douanes et droits indirects
DGFIP	Direction générale des finances publiques
Dir.	Directive
DIRECCTE	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi
ENM	École nationale de la magistrature
EPCI	Établissement public de coopération intercommunale
Esp.	Espèce
FPU	Fiscalité professionnelle unique
GAJ civ.	Grands arrêts de la jurisprudence civile
Gaz. Pal.	Gazette du Palais
HALDE	Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité
IFI	Impôt sur la fortune immobilière
INAVEM	Institut national d'aide aux victimes et de médiation
INPI	Institut national de la propriété industrielle
JAF	Juge aux affaires familiales
JCP	JurisClasseur Périodique La Semaine juridique
JCPE	JurisClasseur Périodique édition entreprises
JCP G	JurisClasseur Périodique édition générale
JEX	Juge de l'exécution
JO	Journal officiel de la République française
JOCE	Journal officiel des Communautés européennes
JOUE	Journal officiel de l'Union européenne
JSL	Jurisprudence sociale Lamy
L.	Loi ou partie législative du Code cité
L. org.	Loi organique
Lp.	Loi du pays
Lebon	Recueil des décisions du Conseil d'État ou Recueil Lebon
Lebon T.	Tables du Recueil des décisions du Conseil d'État ou Recueil Lebon
LPF	Livre des procédures fiscales
MARD	Modes amiables/alternatifs de règlement des différends
MINEFI	Ministère de l'Économie et des Finances chargé de l'économie et des finances
MNE	Médiateur national de l'énergie
OPJ	Officier de police judiciaire
Ord.	Ordonnance
PACS	Pacte civil de solidarité
RD rur.	Revue de droit rural
Rec. CJCE	Recueil de la Cour de justice des Communautés européennes
Rec. Duvergier	Recueil Duvergier
Recomm.	Recommandation
Règl.	Règlement
Rép. min.	Réponse ministérielle
Rép. pén. Dalloz	Répertoire de droit pénal et de procédure pénale Dalloz
RGPD	Règlement général sur la protection des données
RJ éco. sport	Revue juridique et économique du sport
RLL	Règlement en ligne des litiges
RLLC	Règlement en ligne des litiges de consommation
RPVA	Réseau privé virtuel des avocats
SA	Société anonyme
SADJAV	Service de l'accès au droit et à la justice et de l'aide aux victimes